

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.  
Namen, 7 maart 2013.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,  
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,  
A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,  
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,  
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,  
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,  
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed;  
C. DI ANTONIO

Nota

(1) *Zitting 2012-2013.*

*Stukken van het Waals Parlement, 750 (2012-2013). Nrs. 1 tot 3.*

*Volledig verslag, plenaire vergadering van 6 maart 2013.*

Bespreking.

Stemming.

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/201743]

### 28 FEVRIER 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 octobre 1993 relatif aux déchets animaux

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement (CE) n° 70/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du Traité CE en faveur des petites et moyennes entreprises, annexe I<sup>er</sup>;

Vu le Règlement (CE) n° 1857/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du Traité aux aides d'Etat accordées aux petites et moyennes entreprises actives dans la production de produits agricoles et modifiant le Règlement (CE) n° 70/2001, l'article 16, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, d), JO L 358 du 16.12.2006, p. 3;

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, les articles 8, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, et 28bis;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 octobre 1993 relatif aux déchets animaux;

Vu l'avis de la Commission des déchets, donné le 2 février 2012;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 30 novembre 2011;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 décembre 2011;

Vu l'avis n° 52.419/4 du Conseil d'Etat, donné le 17 décembre 2012, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 octobre 1993 relatif aux déchets animaux est complété par les points 8., 9., 10., et 11., rédigés comme suit :

« 8. Petites et moyennes entreprises : toute petite et moyenne entreprise répondant à la définition du Règlement (CE) n° 70/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du Traité CE en faveur des petites et moyennes entreprises énoncée à l'annexe I<sup>er</sup>;

9. Producteur agricole : personne physique ou morale ou groupement de personnes physiques ou morales, quel que soit le statut juridique conféré, pour autant qu'il s'agisse d'une petite ou moyenne entreprise au sens du présent arrêté, dont l'exploitation ou une partie de celle-ci se trouve sur le territoire de la Région wallonne, et qui exerce une activité liée à l'élevage;

10. Hobbyste : personne physique ou morale, privée, résidant sur le territoire de la Région wallonne, qui n'exerce pas d'activité d'élevage à titre professionnel et qui ne sollicite pas d'aide au titre du Règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil du 19 janvier 2009 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct en faveur des agriculteurs dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs, modifiant les Règlements (CE) n° 1290/2005, (CE) n° 247/2006 et (CE) n° 378/2007, et abrogeant le Règlement (CE) n° 1782/2003, à ce titre;

11. Animaux trouvés morts : les animaux d'élevage tués (par euthanasie, avec ou sans diagnostic bien défini), ou morts (y compris l'animal mort-né ou non né) dans une exploitation, dans un local ou durant le transport, mais qui n'ont pas été abattus pour la consommation humaine, au sens de l'article 2, 14), du Règlement (CE) n° 1857/2006 du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du Traité aux aides d'Etat accordées aux petites et moyennes entreprises actives dans la production de produits agricoles. »

**Art. 2.** L'article 4, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, est complété par la phrase suivante :

« Le détenteur de déchets communique au collecteur agréé les numéros d'identification sanitaire de l'animal trouvé mort, pour autant que l'espèce animale soit soumise à obligation d'identification. »

**Art. 3.** Le chapitre IV du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002, est remplacé par ce qui suit :

« CHAPITRE IV. — *Organisation de la gestion des animaux trouvés morts*

Art. 16. Les animaux trouvés morts chez les hobbystes sont gratuitement collectés, transportés, transformés et détruits par l'adjudicataire du marché public de services désigné par la Région wallonne si que cet élevage privé respecte les conditions de détention des animaux suivantes :

1° bovins : un troupeau de deux bovins adultes au maximum;

2° porcs : la capacité de l'infrastructure d'hébergement ne peut comporter plus de trois places;

3° volailles : la capacité de l'infrastructure d'hébergement ne peut excéder deux cents têtes;

4° ovins, caprins, cervidés et autres petits ruminants : la capacité de l'infrastructure d'hébergement ne peut excéder dix animaux femelles âgés de plus de six mois;

5° lapins : la capacité de l'infrastructure d'hébergement ne peut excéder vingt lapins femelles de reproduction ou cent lapins de chair;

6° ratites : la capacité de l'infrastructure d'hébergement ne peut excéder deux autruches de plus de quinze mois ou cinq nandous, émeus, casoars et kiwis de plus de quinze mois.

Art. 17. Les animaux trouvés morts suivants sont gratuitement collectés, transportés, transformés et éliminés par l'adjudicataire du marché public de services désigné par la Région wallonne :

1° les animaux trouvés morts utilisés à des fins exclusivement didactiques lors d'activités d'enseignement supérieur;

2° les animaux trouvés morts qui servent de support aux travaux de recherche fondamentale visant à développer et ou améliorer les caractéristiques intrinsèques des races d'animaux élevés en Région wallonne;

3° les animaux trouvés morts qui proviennent d'établissements réalisant des autopsies dûment requises par les vétérinaires assurant la supervision sanitaire d'exploitations agricoles, pour infirmer ou confirmer une suspicion de décès dû à une cause qui pourrait présenter un risque de transmission à l'être humain ou aux animaux.

Art. 18. § 1<sup>er</sup>. Tout producteur agricole peut soit payer chaque enlèvement des animaux trouvés morts auprès d'un collecteur agréé, soit souscrire à un abonnement payé directement au collecteur agréé concernant la gestion de ses animaux trouvés morts.

§ 2. Chaque année, le Ministre définit le montant des abonnements qui est déterminé en fonction de l'espèce animale et du nombre d'animaux d'élevage détenus par le producteur agricole. Le calcul de l'abonnement fait également intervenir un facteur de pondération entre espèces animales, d'une part, et au sein d'une même espèce animale, d'autre part. Ce facteur de pondération est défini par le Ministre.

L'abonnement est conçu de manière à assurer une mutualisation des risques et des coûts entre producteurs agricoles. Le montant des abonnements est équivalent au minimum à 25 pour cent des coûts de transformation et de destruction des animaux trouvés morts pris en charge auprès des producteurs agricoles. »

**Art. 4.** Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 28 février 2013.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,  
Ph. HENRY

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2013/201743]

**28. FEBRUAR 2013 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Oktober 1993 über tierische Abfälle**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 70/2001 der Kommission vom 12. Januar 2001 über die Anwendung der Artikel 87 und 88 des EG-Vertrags auf staatliche Beihilfen an kleine und mittlere Unternehmen;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1857/2006 der Kommission vom 15. Dezember 2006 über die Anwendung der Artikel 87 und 88 EG-Vertrag auf staatliche Beihilfen an kleine und mittlere in der Erzeugung von landwirtschaftlichen Erzeugnissen tätige Unternehmen und zur Änderung der Verordnung (EG) Nr. 70/2001, Artikel 16, § 1, Absatz 1, *d*), *ABl.* L 358 vom 16.12.2006, S. 3;

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, Artikel 8, § 1, 1<sup>o</sup>, und Artikel 28*bis*;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Oktober 1993 über tierische Abfälle;

Aufgrund des am 2. Februar 2012 abgegebenen Gutachtens der Kommission für Abfälle;

Aufgrund des am 30. November 2011 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 22. Dezember 2011 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 17. Dezember 2012 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1<sup>o</sup> der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 52.419/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt, Raumordnung und Mobilität,

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Oktober 1993 über tierische Abfälle wird durch die Ziffern 8., 9., 10. und 11. mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"8. Kleine und mittlere Unternehmen : alle kleinen bzw. mittleren Unternehmen gemäß der in der Anlage I wiedergegebenen Definition der Verordnung (EG) Nr. 70/2001 der Kommission vom 12. Januar 2001 über die Anwendung der Artikel 87 und 88 des EG-Vertrags auf staatliche Beihilfen an kleine und mittlere Unternehmen;

9. Landwirtschaftlicher Erzeuger: natürliche oder juristische Person oder Gruppe von natürlichen oder juristischen Personen, unabhängig von ihrem Rechtsstatus, soweit es sich um ein kleineres oder mittleres Unternehmen im Sinne des vorliegenden Erlasses handelt, deren Betrieb oder ein Teil davon sich auf dem Gebiet der Wallonischen Region befindet, und die eine Zuchtstätigkeit ausübt.

10. Hobbyist : natürliche oder juristische, auf dem Gebiet der Wallonische Region wohnhafte Privatperson, die nicht gewerbsmäßig eine Zuchtstätigkeit ausübt und als solche keine Beihilfe im Sinne der Verordnung (EG) Nr. 73/2009 des Rates vom 19. Januar 2009 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe und zur Änderung der Verordnungen (EG) Nr. 1290/2005, (EG) Nr. 247/2006, (EG) Nr. 378/2007 sowie zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003, beantragen darf;

11. Falltiere : Zuchttiere, die in einem landwirtschaftlichen Betrieb, auf einem Betriebsgelände oder während des Transports durch Euthanasie mit oder ohne endgültige Diagnose getötet wurden oder verendet sind (einschließlich Totgeburten oder ungeborener Tiere) - nicht jedoch Tiere, die für den Verzehr geschlachtet wurden - im Sinne von Artikel 2, 14) der Verordnung (EG) Nr. 1857/2006 der Kommission vom 15. Dezember 2006 über die Anwendung der Artikel 87 und 88 EG-Vertrag auf staatliche Beihilfen an kleine und mittlere in der Erzeugung von landwirtschaftlichen Erzeugnissen tätige Unternehmen und zur Änderung der Verordnung (EG) Nr. 70/2001."

**Art. 2** - Artikel 4, § 1 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ergänzt:

"Der Abfallbesitzer teilt die gesundheitsbehördlichen Kennnummern des Falltiers dem zugelassenen Sammler mit, sofern es zu einer Tierart gehört, für die die Kennzeichnung verbindlich ist."

**Art. 3** - Kapitel IV desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002, wird durch Folgendes ersetzt:

"KAPITEL IV — *Organisation der Behandlung von Falltieren*

Art. 16 - Bei Hobbyisten werden Falltiere von dem durch die Wallonische Region bezeichneten öffentlichen Dienstleistungsauftragnehmer kostenfrei gesammelt, abtransportiert, verarbeitet und vernichtet, sofern dieser private Tierzuchtbetrieb die folgenden Tierhaltungsbedingungen einhält:

1<sup>o</sup> Rinder: eine aus höchstens zwei erwachsenen Rindern bestehende Herde;

2<sup>o</sup> Schweine: die Unterbringungsinfrastruktur darf nicht mehr als drei Plätze umfassen;

3<sup>o</sup> Geflügel: die Kapazität der Unterbringungsinfrastruktur darf zweihundert Stück nicht überschreiten;

4<sup>o</sup> Schafe, Ziegen, Hirsche und sonstige kleine Wiederkäuer: die Kapazität der Unterbringungsinfrastruktur darf zehn weibliche, über sechs Monate alte Tiere nicht überschreiten;

5<sup>o</sup> Kaninchen: die Kapazität der Unterbringungsinfrastruktur darf zwanzig weibliche Zuchtkaninchen oder hundert Fleischkaninchen nicht überschreiten;

e6<sup>o</sup> Laufvögel: die Kapazität der Unterbringungsinfrastruktur darf zwei über fünfzehn Monate alte Strauße oder fünf über fünfzehn Monate alte Emus, Nandus, Kasuare und Kiwis nicht überschreiten.

Art. 17 - Folgende Falltiere werden von dem durch die Wallonische Region bezeichneten öffentlichen Dienstleistungsauftragnehmer kostenfrei gesammelt, abtransportiert, verarbeitet und entsorgt:

1° Falltiere, die ausschließlich zu didaktischen Zwecken für Aktivitäten im Hochschulunterricht verwendet werden;

2° Falltiere, die als Basis für Grundlagenforschungsarbeiten zwecks der Entwicklung oder Verbesserung der inhärenten Eigenschaften der in der Wallonischen Region gezüchteten Tierarten dienen;

3° Falltiere aus Anstalten, die auf ordnungsgemäßen Antrag der mit der Gesundheitsüberwachung bei landwirtschaftlichen Betrieben beauftragten Tierärzte Autopsien durchführen zur Bestätigung oder Widerlegung des Verdachts eines Todes aus irgendeinem Grund, der ein Risiko der Übertragung auf den Menschen oder auf Tiere aufweisen könnte.

Art. 18 - § 1. Jeder landwirtschaftliche Erzeuger kann entweder die Entfernung von Falltieren jeweils bei einem zugelassenen Sammler bezahlen, oder ein Abonnement für die Behandlung seiner Falltiere unterschreiben, das unmittelbar dem zugelassenen Sammler ausgezahlt wird.

§ 2. Jedes Jahr legt der Minister den Preis der Abonnements fest, der jeweils aufgrund der Tierart und der Anzahl Zuchttiere, die vom landwirtschaftlichen Erzeuger gehalten werden, bestimmt wird. Bei der Berechnung des Abonnementpreises wird ebenfalls ein Gewichtungsfaktor berücksichtigt, einerseits zwischen den verschiedenen Tierarten und andererseits innerhalb von ein und derselben Tierart. Dieser Gewichtungsfaktor wird vom Minister festgelegt.

Das Abonnement wird derart entworfen, dass eine Vergemeinschaftung der Risiken und Kosten zwischen den landwirtschaftlichen Erzeugern gewährleistet wird. Der Abonnementpreis entspricht mindestens 25% der Kosten für die Verarbeitung und Vernichtung der bei landwirtschaftlichen Erzeugern gesammelten Falltiere."

**Art. 4 -** Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 28. Februar 2013

Der Minister-Präsident  
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität  
Ph. HENRY

\_\_\_\_\_

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/201743]

**28 FEBRUARI 2013. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 21 oktober 1993 betreffende dierlijke afval**

De Waalse Regering,

Gelet op verordening (EG) Nr. 70/2001 van de Commissie van 12 januari 2001 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag op staatssteun voor kleine en middelgrote ondernemingen, bijlage I;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1857/2006 van de Commissie van 15 december 2006 betreffende de toepassing van artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag op staatssteun voor kleine en middelgrote ondernemingen die landbouwproducten produceren, verwerken en afzetten en de wijziging van Verordening (EG) nr. 70/2001, artikel 16, § 1, eerste lid, d), PB L 358 van 16.12.2006, p. 3.;

Gelet op het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, artikelen 8, § 1, 1°, en 28bis;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 oktober 1993 betreffende dierlijke afval;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 2 februari 2012;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 30 november 2011;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 22 december 2011;

Gelet op het advies nr. 52.419/4 van de Raad van State, gegeven op 17 december 2012, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 21 oktober 1993 betreffende dierlijke afval wordt aangevuld met de punten 8., 9., 10. en 11., luidend als volgt :

« 8. Kleine en middelgrote ondernemingen : elke kleine en middelgrote onderneming die beantwoordt aan de definitie van Verordening (EG) nr. 70/2001 van de Commissie van 12 januari 2001 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag op staatssteun voor kleine en middelgrote ondernemingen, bedoeld in bijlage I;

9. Landbouwproducent : natuurlijke of rechtspersoon of groepering van natuurlijke of rechtspersonen, ongeacht de toegekende rechtspositie, voor zover het gaat om een kleine of middelgrote onderneming in de zin van dit besluit, waarvan de exploitatie of een deel ervan zich bevindt op het grondgebied van het Waalse Gewest, en die een veeteeltactiviteit uitoefent;

10. Hobbyist : private natuurlijke of rechtspersoon die op het grondgebied van het Waalse Gewest verblijft, die geen teelctiviteit beroepshalve uitoefent en die niet om steunverlening verzoekt in de zin van Verordening (EG) nr. 73/2009 van de Raad van 19 januari 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening aan landbouwers in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers, tot wijziging van de Verordeningen (EG) nr. 1290/2005, (EG) nr. 247/2006 en (EG) nr. 378/2007, en tot opheffing van Verordening (EG) nr. 1782/2003;

11. Gestorven dieren : dieren die zijn gedood (euthanasie met of zonder definitieve diagnose) of die op een landbouwbedrijf of een andere plaats of tijdens transport zijn gestorven (met inbegrip van doodgeboren en ongebooren dieren), maar niet voor menselijke consumptie zijn geslacht, in de zin van artikel 2, 14), van Verordening (EG) nr. 1857/2006 van de Commissie van 15 december 2006 betreffende de toepassing van artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag op staatssteun voor kleine en middelgrote ondernemingen die landbouwproducten produceren. »

**Art. 2.** Artikel 4, § 1, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met volgende zin :

« De houder van afval deelt de sanitaire identificatienummers van het gestorven dier aan de erkende ophaler mee, voor zover het dierlijke soort aan de identificatieplicht onderworpen is. »

**Art. 3.** Hoofdstuk IV van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002, wordt vervangen als volgt :

« HOOFDSTUK IV. — *Organisatie van het beheer van gestorven dieren*

Art. 16. De bij de hobbyisten gestorven dieren worden gratis opgehaald, vervoerd, verwerkt en vernietigd door de aannemer van de overheidsopdracht van diensten aangewezen door het Waalse Gewest als die private fokkerij voldoet aan de volgende voorwaarden voor het houden van dieren :

1° runderen : een kudde van maximum twee volwassen runderen;

2° varkens : de capaciteit van de infrastructuur bedraagt niet meer dan drie plaatsen;

3° pluimvee : de infrastructuur biedt plaats voor hoogstens tweehonderd stuk;

4° schaaachtigen, geitachtigen, hertachtigen en andere kleine herkauwers : de infrastructuur biedt plaats voor hoogstens tien vrouwelijke dieren die ouder zijn dan zes maanden;

5° konijnen : de infrastructuur biedt plaats voor hoogstens twintig vrouwelijke fokkonijnen of honderd vleeskonijnen;

6° ratieten : de infrastructuur biedt plaats voor hoogstens twee struisvogels ouder dan vijftien maanden of voor vijf nandoes, emoes, kasuarissen en kiwis ouder dan vijftien maanden.

Art. 17. De volgende gestorven dieren worden gratis opgehaald, vervoerd, verwerkt en vernietigd door de aannemer van de overheidsopdracht van diensten aangewezen door het Waalse Gewest :

1° de gestorven dieren gebruikt voor uitsluitend didactische doeleinden tijdens hoger onderwijsactiviteiten;

2° de gestorven dieren die dienen in het kader van fundamenteel onderzoekswerken ter ontwikkeling en/of verbetering van de intrinsieke kenmerken van de in het Waalse Gewest gefokte diersoorten;

3° de gestorven dieren afkomstig van inrichtingen waar lijkschouwingen verricht worden die volgens de regels vereist worden door de veeartsen die voor de sanitaire supervisie van landbouwbedrijven instaan ter weerlegging of bevestiging van een verdenking van een sterfgeval te wijten aan een oorzaak die gevaar voor overbrenging aan de mens of aan dieren kan inhouden.

Art. 18. § 1. Elke landbouwproducent kan hetzij elke verwijdering van gestorven dieren bij een erkende ophaler betalen, hetzij een abonnement betreffende het beheer van gestorven dieren nemen dat hij onmiddellijk betaalt aan de erkende ophaler.

§ 2. De Minister bepaalt jaarlijks het bedrag van de abonnementen op grond van de diersoort en van het aantal fokdieren gehouden door de landbouwproducent. Bij de berekening van het abonnement wordt ook rekening gehouden met een wegingsfactor tussen diersoorten, enerzijds, en binnen dezelfde diersoort, anderzijds. Die wegingsfactor wordt door de Minister bepaald.

Het abonnement wordt ontworpen zodat de risico's en kosten onder landbouwproducenten verdeeld worden. Het bedrag van de abonnementen is gelijk aan minimum 25 % van de kosten voor de verwerking en vernietiging van gestorven dieren die bij de landbouwproducten opgehaald worden. »

**Art. 4.** De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 28 februari 2013.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,  
Ph. HENRY